



UNPOL

Flash

KINSHASA: VISITE DE TRAVAIL DU GENERAL PASCAL CHAMPION



LE GENERAL Pascal CHAMPION, ARSSG PAR INTERIM RECU PAR Le GAL. Michel ELESSE, SECRETAIRE EXECUTIF DU CSRP

Le Général Pascal CHAMPION, Chef de la Composante Police MONUSCO et Adjoint au Représentant Spécial du Secrétaire Général (ARSSG) par intérim a séjourné à Kinshasa du 06 au 10 Mars 2015 dans le cadre d'une visite de travail.

Outre les différentes réunions de la MONUSCO (military, morning brief, SMG, SMGP (travail sur le SOP) etc...), le Général CHAMPION a pendant son séjour prit part à d'importantes rencontres parmi lesquelles:

Un colloque tenu le vendredi 06 Mars 2015 par OXFAM (une ONG luttant sur les terrains politiques, économiques et humanitaires contre la pauvreté et l'injustice dans le monde), sur le thème de « l'insécurité sécurisée » et les atteintes aux droits de l'homme commis contre des civils dans l'est de la République Démocratique du Congo. A l'issue de la présentation, l'ARSSG a pu développer la vision de la MONUSCO sur ces sujets et débattre avec les organisateurs en présence de plusieurs représentants de la MONUSCO, des Organisations Internationales et du gouvernement de la République Démocratique du Congo.

Toujours le vendredi 06 mars 2015, dans le cadre de ses prises de contact avec les autorités de la Police Nationale congolaise, le Commissaire de la Police MONUSCO, l'ARSSG, le Général Pascal CHAMPION, a été reçu en audience par le Commissaire Divisionnaire Adjoint KAMANGA. Au cours de cet entretien, les points suivants ont été abordés : la visite de la délégation Onusienne du « Office of Internal Oversight Services » (OIOS), notamment auprès de la Police Nationale du Congo (PNC), la formation, l'état des effectifs de la PNC, l'évolution des projets de réhabilitation, la mutualisation des moyens, la vision de la réforme, le plan quinquennal et la création de la nouvelle unité UNPOL de lutte contre le crime organisé transnational (TNOC-TransNational Organised Crime) entre autres.

Le lundi 09 mars, le Gal. Pascal CHAMPION a conduit la délégation de la MONUSCO à la 10^{ème} réunion de l'organe politique du Comité de Suivi de la Réforme de la Police (CSRP) qui s'est tenue à l'hôtel Beatrice à Kinshasa. Cette délégation comprenait monsieur Edmond de FABRIBECKERS, Directeur de SSR/U et le Colonel-major Moussa DIALLO, Coordonnateur de la Réforme de la PNC. Intervenant après la 9^{ème} qui a eu lieu le 09 septembre 2014, elle constitue la première convoquée par l'actuel ministre de l'Intérieur, Président du CSRP Politique. Elle a été précédée d'une réunion technique des points focaux le vendredi 06 mars, au siège du SE/CSRP.

Plusieurs membres du Gouvernement (ministres du Budget, du Plan, des Finances, de la Justice), des parlementaires et des membres du Corps diplomatique y ont pris part. La réunion s'est déroulée en deux phases, la première étant les discours des Autorités nationales, et la seconde : les débats.

Le Gal. Michel ELESSE, Secrétaire Exécutif du CSRP, a fait l'historique de la Réforme de la PNC depuis les Accords de Sun-City, en énumérant les principales réalisations mais aussi les difficultés, notamment le manque de crédits alloués par le budget national pour financer le Plan d'actions quinquennal (PAQ).

Le Gal. Raus CHALWE LIGWAHI, Commissaire Général adjoint chargé de la Police administrative (représentant le Commissaire Général en mission), a aussi listé quelques réalisations au niveau du Commissariat Général comme la mise sur pied de la Cellule de Réforme de la PNC, la nomination de nouveaux responsables, les actions de recensement pour une meilleure gestion des ressources humaines, etc.

Il a déploré l'arrêt du programme britannique de coopération avec la Police (SSAPR/DFID), et a mentionné comme défis le rajeunissement des effectifs, l'amélioration des conditions de vie des policiers, la viabilisation des écoles, la rénovation des infrastructures.

Enfin, le Ministre de l'Intérieur, de la Décentralisation et des Affaires Coutumières, Mr Evariste BOSHAB a parlé du renforcement de la Police de proximité, de même que des actions de l'Inspection Générale (IG) de la PNC. Il a ajouté que le rapport sur l'opération "Likofi" a été finalisé par l'IG et se trouve actuellement sur son table, et qu'il sera incessamment soumis au Conseil des ministres et qu'il œuvrera pour obtenir les crédits nécessaires pour la réforme, particulièrement dans le budget 2016. Sachant tout cela ambitieux, il a dit qu'« il vaut mieux avoir le torticolis en visant trop haut, que d'être vouté en regardant trop bas. »

Au cours des débats qui ont suivi, l'Ambassadeur de l'Union Européenne a déclaré qu'il faut un effort supplémentaire de la partie nationale pour financer la réforme, et il faut distinguer dans le budget les crédits affectés au fonctionnement normal de la PNC et ceux destinés à la réforme. Les textes élaborés (sur l'Inspection Générale, les rémunérations, etc.) devraient être promulgués et le cas des 4.600 policiers retardataires et des 2000 non-policiers recensés devra être tranché, afin que la délivrance des cartes professionnelles puissent être achevée.

Le ministre de la Justice pour sa part a demandé au SE/CSRP de préparer un rapport sur l'intégration de la Police judiciaire des Parquets (PjP) à la PNC, qui sera discuté lors des prochains Etats Généraux sur la Justice.

Le Coordonnateur du Réseau pour la Réforme du Secteur de la Sécurité et de la Justice (RRSSJ) a noté que certains organes comme le Conseil Supérieur de la Police tardent à se mettre en place avant de s'interroger sur ce qui bloque la promulgation du décret créant l'IG, dont le rôle en matière de « redevabilité » n'est plus à démontrer et des pourparlers pour faire revenir les Britanniques sur leur décision de cesser leur aide à la PNC.

L'Ambassadeur de France a relevé que les textes relatifs à l'engagement de la Police dans le Maintien et Rétablissement de l'Ordre Public et concernant la Police judiciaire sont importants, et devraient faire l'objet d'attention, ainsi que la nécessité de former, mais aussi d'employer adéquatement les personnels formés en les utilisant dans leurs domaines de formation, ne serait-ce qu'un temps.

Le représentant du RSSG a noté des progrès remarquables dans la professionnalisation de la PNC, même en matière de respect des droits humains (cf. bonne tenue lors des élections de 2011, par rapport à celles de 2006), la nécessité de payer convenablement les policiers, sinon les former ne servirait pas à grand-chose, la mise en place au sein d'UNPOL d'une unité de lutte contre la criminalité transnationale, qui appuiera la PNC dans ce domaine et dans le cadre de la sécurisation du processus électoral, nécessité de formations, mais aussi d'équipements pour éviter l'usage de moyens létaux.

En réponse, le Ministre de l'Intérieur dira sur le financement de la réforme que les députés et sénateurs ont été conviés à cette réunion pour qu'ils soient les témoins auditifs des doléances des partenaires et de la PNC, qu'ils prennent conscience de l'acuité des besoins et en tiennent compte lors des discussions budgétaires. Concernant l'exécution du budget, les ministres des Finances et du Budget présents, sont interpellés pour mettre à disposition les crédits inscrits. Selon le ministre, une diligence sera faite pour promulguer les textes élaborés, et une enquête interne menée au sein de la PNC pour s'assurer de l'adéquation « formation/emploi ».

En ce qui concerne les Droits Humains, il reconnaît qu'ils doivent être respectés par la Police et que cela ne souffre d'aucun débat. En ce qui concerne le retrait de la Grande-Bretagne, il a soutenu qu'aucune explication ne sera fournie à ce pays pour obtenir le retour de sa coopération car les conventions entre les 2 pays prévoient un préavis d'au moins 3 mois avant toute cessation d'aide, et cela n'a pas été respecté par la partie Britannique.

Le mardi 10 Mars 2015, le Chef de la Composante Police a bouclé la série des rencontres à Kinshasa avec le Général ELESSE, Secrétaire Exécutif du Comité de Suivi de la Réforme, (SE/CSRP). La rencontre s'inscrivait dans le cadre des contacts réguliers entre le chef de la Police MONUSCO et la partenaire PNC pour échanger sur l'évolution de la réforme, notamment sur l'apport UNPOL.